

La crise de 1974 et la riposte du capital

Pierre Souyri

Source: Il s'agit du dernier chapitre de *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle*, publié dans les *Annales* [1983, Volume 38, N°4 p. 790 – 820] avec la présente introduction de M. Ferro.

Introduction Marc Ferro

Quelle est la nature, et quelles sont les origines de la crise de notre temps ? S'agit-il d'une simple crise « économique », à la fois semblable à la crise de 1929 et différente de celle-ci par quelques-uns de ses traits, ou bien, au contraire, est-elle l'amorce d'un désordre économique et culturel nouveau dont la dynamique recouvre aussi bien le capitalisme occidental classique, que ses formes spécifiques nées à l'Est depuis soixante ans ?

Serge-Christophe Kolm avait donné ici une première réponse, en 1977, en montrant que la première crise « est créée par l'économie de marché et effacée par la guerre, tandis que la seconde est causée et ôtée par les gouvernements »¹. Il avait montré aussi que la poussée inflationniste avait été à l'origine d'une coïncidence qui avait fait entrer le monde entier « en résonance ».

*Dans un ouvrage à paraître aux Éditions Payot : *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle*, Pierre Souyri aborde la question dans son épaisseur historique. Il propose à la fois la contre-expertise de la seule critique globale du système — celle des marxistes —, et sa propre analyse de la stratégie du capitalisme qui, jusqu'aux années 1970, va « de miracle en miracle ». // examine successivement l'intervention de l'État et ses limites, le rôle des guerres dans la consolidation du capitalisme, les figures nouvelles de l'impérialisme après 1918 et 1945, la bureaucratisation du système, les cinq parades à la crise actuelle et leur portée, jalons qu'il pose avant de mourir en juillet 1979.*

*Nul n'était mieux placé que l'auteur du *Marxisme* après Marx pour tenter cette analyse globale. Il y a vingt-cinq ans déjà, à *Socialisme ou barbarie*, sous le pseudonyme de Pierre Brune, il avait été le premier (et sans doute le seul avec Simon Leys) à comprendre la nature profonde du totalitarisme maoïste — à une époque où les chantres de la révolution chinoise prenaient innocemment la relève des chantres du paradis soviétique². Il avait fait son analyse en marxiste ; et marxiste il se voulait hier encore, peut-être « le dernier » d'entre eux, comme il aimait à le répéter avec malice.*

*Car le marxisme de Souyri différait de celui de ses prédécesseurs. La majorité des marxistes avaient mis leur pratique au service d'une organisation ; Souyri lui-même avait été successivement communiste, trotskiste, membre du groupe *Socialisme ou barbarie*, puis de *Pouvoir ouvrier*. Ces marxistes, jusque-là, dépendaient ainsi d'une double instance : leur « laboratoire », où scientifiquement ils analysaient le fonctionnement des sociétés, le Bureau de leur organisation, censé incarner l'Histoire et le sens de l'Histoire. Or, ceux qui ont parcouru pareil itinéraire, ou partie — et ils sont nombreux —, ont tous abandonné le marxisme dès que leur organisation dégénérait, se fourvoyait, ou s'effondrait. Pas Pierre Souyri.*

*La faillite des organisations n'a pas signifié pour lui la dégénérescence du marxisme dont elles se réclamaient. Au contraire, cette faillite l'a en un sens libéré. Il a continué à utiliser le marxisme à la fois comme méthode, comme langage, comme hypothèse ; sauf qu'à la différence de toute une famille de marxistes, il réfute l'idée que les sociétés passent toutes par des phases similaires ; il jugerait plutôt que l'unification du monde se fait par l'intégration de sociétés inégalement développées, en un marché unique. Ainsi, il se dissocie à la fois du marxisme « soviétique », du marxisme « chinois », du marxisme « tiers mondiste ». Dans *La Dynamique du capitalisme au XX^e siècle*, // donne ses preuves. Nous en publions ici le dernier chapitre : « *La riposte du Capital* ».*

Marc FERRO

1. S. C. KOLM, « La grande crise de 1974 », *Annales ESC*, 1977, 4, pp. 815-824.

2. Pierre BRUNE, « La lutte des classes en Chine bureaucratique », *Socialisme ou Barbarie*, mai-juin 1958 ; son analyse complète *Révolution et contre-révolution en Chine, des origines à 1949*, Préface de J.-F. Lyotard. éditions Christian Bourgois 1982.

La crise commencée en 1974 a surgi comme le point d'aboutissement d'un processus qui a mis un terme au mythe d'une programmation rationnelle du développement capitaliste par l'État. Si la baisse du taux de profit ne s'est pas manifestée comme une tendance continue qui ne serait compensée que par d'incessants transferts de valeur opérés par l'État en faveur des monopoles, il n'est pas vrai non plus que le capitalisme contemporain ait franchi un seuil au-delà duquel la loi de la chute du taux de profit serait devenue caduque.

Mais constater qu'à partir du milieu des années soixante le taux de profit a recommencé à chuter ne signifie pas non plus que ce retournement soit insurmontable et que le capital et l'État se trouvent désormais confrontés à une situation telle qu'ils seraient incapables d'enrayer le déclin de la rentabilité et d'empêcher par là même le capitalisme de s'abîmer dans une nouvelle période de stagnation ou de rétrécissement de la production.

Le capitalisme au contraire dispose de toute une gamme de moyens qui peuvent être utilisés tour à tour ou en combinaison pour contrecarrer l'action des divers éléments qui font chuter le profit. Mais, dans le cadre du capitalisme contemporain, la plupart de ces moyens ne sont opérants que dans certaines limites et leur mise en œuvre ne peut être poussée à fond sans que surgissent de proche en proche les prémices d'une déstructuration de la société de consommation.

A. — L'INFLATION

Cela est vrai pour les pratiques inflationnistes qui permettent aux firmes dominant des marchés où la concentration et la cartellisation ont fait disparaître la concurrence par les prix, de réagir à la chute de leurs profits en répercutant dans leurs prix de vente la hausse des coûts de production qu'elles subissent, et parfois même qu'elles prévoient simplement. Ces hausses ne résultent pas nécessairement de la seule augmentation des salaires et des « charges sociales » des entreprises. L'accroissement des ponctions fiscales de l'État qui ne servent pas toutes à financer des dépenses sociales, la hausse des prix du capital circulant, l'augmentation des frais de commercialisation des produits, l'élévation du coût des investissements nécessaires pour faire face à la concurrence par l'innovation, l'augmentation des tributs prélevés par le capital financier sur le capital industriel ont également contribué à réduire le profit des entreprises. Comme le fait remarquer Ch. Levinson, ce sont souvent les firmes à très haute intensité capitaliste, au sein desquelles les dépenses en capital variable ne représentent qu'une très faible part des coûts de production, qui ont été les premières à majorer leurs prix de vente en vue d'augmenter ou de maintenir leurs capacités d'autofinancement et d'être en mesure de faire face à la « concurrence par l'investissement ». L'exemple de l'industrie automobile en France, qui entre 1973 et 1975 augmente de plus de 50 % le prix des véhicules, confirme qu'il n'y a pas de relations directes entre le taux d'inflation que pratique tel ou tel groupement capitaliste et les taux d'élévation des salaires qu'il subit. En l'occurrence, la majoration du prix des automobiles a été pour les constructeurs un moyen d'échapper aux effets de la récession : l'augmentation du profit réalisé sur chaque véhicule a compensé la réduction de la masse du profit qui résultait de la diminution du volume des ventes.

Cette inflation a commencé à se manifester dans les dernières années soixante, c'est-à-dire au moment où aux U.S.A., puis dans les autres États capitalistes, le taux de profit a commencé à stagner puis à chuter. Devenant stagnation, puis slumpflation³, elle se poursuit même lorsque la croissance s'arrête et que le système entre en crise. Elle est devenue pour le capital un moyen de poursuivre et

³ Slumpflation = phase où coexistent dépression et inflation. (Note *Ensemble*)

d'intensifier l'accumulation, indépendamment des obstacles qu'y opposent les fluctuations conjoncturelles. A une époque dominée par l'extension des ententes cartellaires internationales et par l'affirmation de l'hégémonie des firmes multinationales sur le marché des principaux produits — dont quatre ou cinq entreprises mondiales se partagent 50 à 80 % de la production, l'inflation est devenue une sorte d'impôt privé que le capital s'est arrogé le droit de percevoir sur les consommateurs grâce à la disparition de la concurrence par les prix. Ce pouvoir de fiscalisation permet aux oligopoles et aux cartels de contraindre la population, y compris celle qui a de faibles revenus, à pratiquer une sorte d'épargne forcée, de fixer son montant en fonction de leur programme d'investissement et de se l'approprier sans avoir à rembourser ni à payer d'intérêts. L'inflation devient ainsi un moyen d'intensifier l'accumulation et d'en élargir les bases sociales. Elle se superpose aux mécanismes traditionnels — émission d'actions et d'obligations, emprunts bancaires, etc. — par lesquels s'opéraient la centralisation de l'épargne des classes moyennes et sa conversion en capital, et contraint la population tout entière à fournir sa contribution forcée à l'accumulation.

La pratique des surpris tend à majorer les profits que le capital industriel peut investir, mais elle déclenche aussi des réactions en chaîne qui vont en sens inverse. A partir du moment, en effet, où l'inflation s'accélère, la spéculation s'amplifie, aggrave la hausse du coût des facteurs de production qui déprime les profits du capital industriel et détourne une importante proportion du capital disponible des investissements productifs. C'est ainsi qu'en 1973, dès que le cours des matières premières a commencé à monter, les opérations de stockage ont fortement amplifié la raréfaction des produits et la hausse des cours. Par la suite, le capital commercial, y compris celui qui opère au niveau du commerce de détail, a utilisé la conjoncture inflationniste pour élargir ses marges bénéficiaires, accélérant l'augmentation du coût de la vie et contribuant ainsi à déclencher les revendications salariales qui empêchent les firmes industrielles de comprimer ses dépenses en capital variable.

Par ailleurs, l'inflation tend à provoquer un reflux du capital hors de la sphère de la production. Une partie du capital disponible se trouve alors en effet attiré vers les placements refuges qui offrent une garantie contre la dévaluation de l'argent, comme par exemple l'investissement immobilier. Il ne s'agit pas seulement de placements effectués par de petits et moyens épargnants auxquels l'acquisition d'immeubles fournit un moyen d'arrondir le patrimoine plus sûr que l'achat d'actions ou d'obligations. En 1974, le capital britannique s'est investi de manière spectaculaire dans les achats immobiliers en Europe continentale. De manière plus massive encore, le capital se porte en période d'inflation vers des opérations qui offrent des occasions de profit immédiates et supérieures à celles qui pourraient être escomptées d'une activité industrielle, comme la spéculation sur les monnaies. Il est vrai que les spéculations monétaires sont en grande partie le fait des firmes multinationales qui élargissent ainsi leur marge d'autofinancement, mais les capitaux moins importants ne négligent pas toujours de participer à cette source de profits. Et ce détournement des capitaux vers des activités spéculatives contribue à son tour, en raréfiant le crédit, à élever le taux d'intérêt que les firmes industrielles à court d'argent frais doivent payer aux banques. La spéculation, le va-et-vient des capitaux flottants qui se portent alternativement d'un pays à l'autre, les vagues de revendications salariales que déclenche la hausse du coût de la vie, les tentatives que font les pays exportateurs de produits primaires pour sauvegarder leur part de plus-value, tendent à accélérer et à imprimer à son développement des rythmes désordonnés et sensiblement inégaux suivant les pays. C'est pourquoi les gouvernements, qui se trouvent contraints de tolérer la politique des surpris pratiquée par les firmes industrielles dans la mesure où elle devient un moyen essentiel de riposter à la chute du taux de profit, doivent en même temps essayer de contrôler et de freiner les mouvements inflationnistes pour éviter que ceux-ci en

s'exagérant ne provoquent une contraction des ventes sur le marché intérieur et une chute des exportations.

La crise qui, en 1974, succède à deux années d'accélération de la hausse des prix montre que les gouvernements ne sont pas en mesure de faire en sorte que l'inflation opère de manière rationnelle pour le développement capitaliste. Son utilisation comme moyen d'épargne forcée en faveur du capital industriel a rapidement déclenché des mécanismes qui ont amplifié les hausses de prix jusqu'au point où les problèmes de la réalisation ont resurgi et bloqué la croissance.

L'approfondissement de la division internationale du travail et la multinationalisation du capitalisme sont en grande partie à l'origine de cette situation. Les différentes économies nationales sont devenues trop interdépendantes pour que les États puissent contrôler les poussées d'inflation qui leur sont transmises de l'extérieur et qui deviennent une arme dans les compétitions internationales.

Cela est vrai en premier lieu en ce qui concerne les politiques monétaires. L'apparition d'une masse grossissante de capitaux flottants qui vont d'un pays à l'autre suivant la rentabilité plus ou moins grande des placements et amplifient l'inflation dans les pays où ils se portent, les grandes manœuvres de la spéculation internationale qui s'attaque tour à tour aux différentes monnaies et aggrave l'instabilité de leurs cours rendent en grande partie inopérantes les mesures par lesquelles les États réglementaient leurs emprunts monétaires et le taux du crédit en fonction des impératifs de l'économie nationale.

La même impuissance des différents États capitalistes avancés se manifeste en ce qui concerne le prix des produits primaires. La hausse des prix des matières premières et des hydrocarbures n'a pas été qu'une riposte des pays producteurs à l'inflation occidentale qui réduisait leur part de plus-value. Les cartels américains qui dominent les marchés ont favorisé des hausses qui majoraient leurs profits et l'État américain lui-même a soutenu une politique dont l'effet immédiat était d'affaiblir les capacités compétitives des concurrents européens et japonais. Les pays de l'Est ont également manœuvré pour amplifier les hausses des métaux non ferreux dont ils sont exportateurs de manière à augmenter la masse des devises dont ils ont besoin pour payer leurs importations de produits occidentaux.

Même à l'intérieur de chaque État, les gouvernements ne sont que très imparfaitement parvenus à contrôler les mouvements inflationnistes d'origine interne. En menaçant de déposer un bilan de faillite, de fermer une partie de leurs usines, les grandes firmes obtiennent sans difficulté des dérogations aux mesures gouvernementales de blocage des prix ou de limitation des hausses. Quant aux comportements qui aboutissent à superposer à l'inflation organisée par le capital industriel une inflation parasitaire grâce à laquelle grossistes, fournisseurs de services et spéculateurs de toutes sortes élargissent des profits qui ne font que rarement l'objet de placements productifs, ils n'ont jamais réellement été endigués. Les gouvernements n'ont ni les moyens d'exercer un contrôle effectif sur cette multitude, ni, le plus souvent, dans des pays comme la France ou l'Italie, la volonté d'exercer leur autorité à rencontre de catégories sociales qui constituent un des soutiens du bloc au pouvoir.

Cette incapacité des gouvernements capitalistes à contrôler les dérapages de prix les a conduits les uns après les autres à rechercher à la fois une restauration du profit et une modération des mouvements inflationnistes dans une politique de compression des salaires directs ou indirects.

Dès que la contraction du taux de profit que le boom des prix des produits primaires amplifia brusquement et les mesures de restriction du crédit par lesquelles les gouvernements avaient cherché en 1973 à ralentir l'inflation arrêtaient l'investissement, et aboutirent à la crise et au gonflement du chômage, les États capitalistes inversèrent l'ordre de priorité de leur politique économique. La poussée du chômage, la plus forte que le monde capitaliste ait connue depuis la reconstruction, créait enfin une situation permettant au capital et à l'État d'interrompre et d'infléchir la hausse des coûts de la force de travail qui s'était

poursuivie presque sans interruption pendant toute la durée de l'expansion. C'est pourquoi la lutte contre l'inflation a été partout présentée comme une nécessité plus impérieuse que la restauration du plein emploi, ou plutôt comme la condition du retour au plein emploi. « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les investissements de demain les emplois d'après-demain », a fait valoir le Chancelier H. Schmidt pour faire accepter aux syndicats une modération de leurs revendications salariales qui doit permettre au capital d'augmenter ses profits et de relancer les investissements que l'État subventionne par ailleurs à l'aide de primes. Le gouvernement et les syndicats travaillistes adoptent et diffusent un point de vue analogue pour les salaires du Royaume-Uni. « L'adaptation des salaires au coût de la vie menace les salaires et l'emploi de demain. » Le plan Barre et le plan Andreotti, dont les syndicats et les partis ouvriers italiens acceptent en fin de compte le principe, sont imposés par la même stratégie : empêcher la dégradation de la situation du capitalisme national, et si possible la restaurer face aux concurrents étrangers en exerçant une pesée suffisante sur les salaires.

// — *L'ATTAQUE CONTRE LE SALAIRE*

Cette contre-attaque du capital a pu se développer avec plus ou moins d'ampleur suivant les pays et ses effets se sont trouvés décalés dans le temps. Dans les pays où les appareils syndicaux ont pu immédiatement collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que les revendications des travailleurs ne dépassent pas les limites au-delà desquelles le fonctionnement du capitalisme se trouve gravement perturbé, la politique d'austérité a rapidement abouti à des résultats positifs. Dès 1974-1975, les avantages sociaux et les salaires des travailleurs américains et allemands, puis britanniques, japonais, se trouvent sérieusement entamés. Dès la fin de 1975, les profits remontent, en particulier aux U.S.A. et en R.F.A., permettant une relance de l'investissement et de la croissance. Mais, au même moment, alors même que l'économie mondiale se ranime sous l'impulsion de la reprise américaine et allemande, la France, où les syndicats sont liés à des partis d'opposition et peu pressés de coopérer avec le pouvoir, et l'Italie où la base ouvrière oppose de vives résistances à la politique de compromis des centrales ouvrières et du P.C.L., ne sont pas parvenues à infléchir sensiblement l'augmentation des salaires et à enrayer l'inflation.

Le conflit entre le capital et le travail est devenu à l'image d'une guerre de position : chacun des deux adversaires n'étant pas en mesure d'effectuer une percée décisive, les attaques et les contre-attaques qui se succèdent n'aboutissent qu'à déplacer et à redéplacer de quelques dizaines de mètres les lignes du front. Cette impossibilité où se trouve le capitalisme de développer une offensive vigoureuse et prolongée pour rabaisser fortement et durablement le prix de la force de travail résulte d'abord de la résistance des salariés et des freinages que sont contraints d'exercer les appareils syndicaux les plus engagés dans la coopération avec l'État pour modérer les pressions exercées par le capital sur le niveau de vie des travailleurs. Les ouvriers du rang ont, au cours des premières années de la décennie soixante-dix, multiplié une foule d'actions spontanées et parfois violentes qui dérangent les prudents calculs des partis ouvriers. Mais ces luttes sont restées dispersées. Même avec leurs limites, elles incitent cependant les appareils dirigeants du mouvement ouvrier à se montrer circonspects dans leur politique de soutien à la restauration du profit capitaliste et à faire en sorte que ne soient exercées sur le niveau de vie des salariés que des pressions prudemment calculées. Et de leur côté, les milieux dirigeants capitalistes ne cherchent pas à pousser plus loin leur avantage que ce que peuvent consentir les syndicats sans courir le risque de voir leur influence s'effriter et leur rôle de modérateurs des conflits sociaux dangereusement remis en question.

L'État et le capital parviendraient-ils d'ailleurs à comprimer durablement le niveau des salaires et à paralyser les uns après les autres les ripostes des travailleurs dans ce domaine, qu'ils risqueraient de n'aboutir qu'à un simple déplacement dans le champ de la lutte sociale.

Pendant toute la période au cours de laquelle l'expansion et le plein emploi rendaient à la fois possible et inévitable une augmentation approximativement régulière des salaires, le capitalisme a, dans toute la mesure du possible, essayé de compenser les concessions qu'il faisait aux travailleurs en tant que consommateurs en leur imposant des efforts toujours plus durs en tant que producteurs. L'élévation du niveau de vie des salariés, leur accès graduel à la « société de consommation », constituaient le prix à payer pour obtenir une paix sociale relative et l'adhésion des travailleurs aux finalités du système et à la vision qu'il produisait de lui-même et de son avenir. L'affirmation répétée jusqu'à satiété que le système était désormais capable d'accroître indéfiniment une richesse dont tout le monde bénéficierait de proche en proche, permettait à la fois d'extirper du prolétariat toute espèce de projet révolutionnaire effectif et de persuader l'immense majorité des salariés qu'à force de travail, d'heures supplémentaires, de primes de rendement, d'assiduité, etc., ils accéderaient à un standing de petits-bourgeois. Cette politique d'intégration du prolétariat a été un indiscutable succès, mais elle était coûteuse et n'était praticable que dans la mesure où la pression exercée sur le taux de profit par l'augmentation des coûts de la force de travail se trouvait contrecarrée par une augmentation de la plus-value relative. Les efforts déployés par le capital pour soutirer de chaque ouvrier davantage de plus-value pendant ses heures de présence dans l'entreprise en intensifiant les cadences de la production sont allées de pair avec l'augmentation des salaires et des charges sociales, et ils se sont même accentués à partir du moment — au cours des années soixante — où il est devenu manifeste que dans les conditions de plein emploi les barrages opposés à la poussée des salaires cédaient les uns après les autres. Mais, en poussant toujours plus avant la parcellisation des tâches et l'accélération des rythmes de travail, le capitalisme a finalement abouti à une situation qui est la négation des objectifs qu'il poursuivait. L'augmentation des salaires et de la consommation a de plus en plus cessé d'être éprouvée comme une compensation valable à un labeur industriel toujours plus exténuant, monotone et dangereux — aux U.S.A., le taux de déclaration des accidents de travail a augmenté de 27,7 % entre 1963 et 1970 —

et les luttes ouvrières contre l'intensification de la production se sont déployées à partir du milieu des années soixante avec une ampleur croissante aux U.S.A. puis en Europe et en particulier en Italie, entre 1969 et 1977.

Toutes ces luttes, de la grève sauvage à l'absentéisme et aux actions concertées des ouvriers en vue de freiner ou même de saboter la production, sont devenues si fréquentes que les managers des firmes américaines ont fini par les considérer comme une partie importante du coût de fonctionnement des entreprises. Cette crise du travail, qui est devenue assez générale et assez aiguë pour enrayer la croissance de la productivité et contribuer par là à la stagnation et à la chute du taux de profit, n'est pas nécessairement destinée à s'approfondir et à s'amplifier de manière ininterrompue. Le développement du chômage et les craintes qu'il fait surgir pour les salariés sont au contraire de nature à favoriser une restauration de la discipline dans les ateliers et les bureaux et à provoquer une régression des violations ouvertes des règlements comme l'absentéisme ou les pauses concertées et illicites pendant la journée de travail. Il est moins sûr qu'elles fassent disparaître ou même reculer durablement les diverses formes de résistance clandestine à l'intensification de la production, qui sont le fait d'organismes dissimulés dans les entreprises d'autant plus difficiles à extirper qu'ils sont informels et en continuel changement. Il est même probable que, dans le cas où le capitalisme se trouverait conduit à procéder à un blocage ou à une réduction prolongée des salaires, il exaspérerait l'hostilité contre l'organisation capitaliste du travail. Le capitalisme n'est pas parvenu à faire accepter les frustrations qu'engendre le travail salarié et à prévenir la chute des rendements en augmentant le niveau de vie. Il est à fortiori douteux qu'il parvienne à empêcher cette chute de s'amplifier s'il ne pouvait plus utiliser la part de la consommation croissante comme incitatif à la production.

Les ouvriers ont toujours essayé d'échanger le moins possible de travail contre le plus possible d'argent ; il ne sera pas facile de les persuader qu'en échange d'un salaire diminué il faut fournir autant ou davantage de travail. Le capital risquerait fort de perdre au niveau de la productivité du travail ce qu'il gagnerait au niveau de sa rémunération. Une politique inconsidérée de réaction en matière de salaires pourrait bien avoir pour effet d'accumuler dans le prolétariat un désespoir et des colères dangereuses, sans pour autant modifier sensiblement le taux de profit d'une manière positive.

Enfin, indépendamment même des problèmes que posent la résistance et les réactions éventuelles du prolétariat, le capitalisme se trouve contraint de limiter l'ampleur des offensives qu'il peut promouvoir en vue de faire régresser le niveau des salaires par les structures de la société et de la production elle-même. Le capitalisme du XIX^e siècle pouvait se développer en freinant à l'extrême l'augmentation du capital variable, et parfois même en le réduisant, parce que le travail salarié n'englobait encore qu'une partie réduite de la population et que la production était essentiellement une production de biens capitaux. Les marchandises produites par les entreprises capitalistes comme moyens de consommation n'étaient que partiellement destinées aux salariés, qui ne consommaient que des denrées de première nécessité et une quantité infime de biens semi-durables ou durables. Les produits de ce type étaient en grande partie vendus à des couches riches ou aisées qui ne tiraient pas leurs revenus d'un salaire et qui étaient encore fort nombreuses. Mais l'évolution du capitalisme a dans tous les pays avancés assujéti au travail salarié l'immense majorité — plus de 80 % — de la population active de sorte que, compte tenu du relèvement de leur niveau de vie pendant toute la période de l'expansion, la consommation des salariés est devenue une des principales composantes du marché intérieur. En France, les salariés reçoivent, en 1974, 66,2 % du revenu distribué contre 59,6 % en 1959. Pour l'ensemble de la population, on constate que si la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation et à l'habillement diminue,

passant respectivement de 37 % à 26 % et de 15 à 14 % entre 1959 et 1974, celle consacrée à l'achat de biens durables et de biens fongibles non alimentaires est passée de 22 à 26 % et celle consacrée aux services de 26 à 34 %. Cette transformation du type de consommation est sans doute moins sensible parmi les ouvriers et les employés. En 1974, le pourcentage d'ouvriers et d'employés qui possèdent une automobile, un poste de télévision ou des équipements électroménagers, reste au-dessous de la moyenne nationale. Mais, entre 1959 et 1974, la vente d'automobiles, de postes de télévision et d'appareils électroménagers a progressé plus rapidement dans ces couches sociales que dans les autres milieux — à l'exception des paysans. Le pourcentage des ouvriers (y compris les ouvriers agricoles) et d'employés en possession d'une automobile passe de 21,3 % en 1959 à 60,05 % en 1974. Pendant la même période, il passe, pour le poste de télévision, les réfrigérateurs et les machines à laver, respectivement de 8,6 % à 80,9 %, de 19,4 % à 87,05 % et de 21,2 % à 72,9 %. Au cours des mêmes années, parmi les cadres moyens, le nombre de possesseurs d'automobiles, de postes de télévision, de réfrigérateurs et de machines à laver passe respectivement de 57,8 % à 87 %, de 16,1 % à 82,6 %, de 39,7 % à 94,4 % et de 33,1 % à 78,4 %. Compte tenu de leur nombre croissant et de la transformation de leur genre de vie, ce sont les ouvriers, les employés et les cadres moyens qui, au cours des quinze ans qui précèdent la crise de 1974, jouent le rôle le plus important dans l'extension du marché dont a besoin la production capitaliste devenue une production de masse.

Une politique de compression brutale des salaires ne se limiterait pas seulement à la résistance des travailleurs. Elle menacerait les intérêts immédiats de l'immense secteur de l'appareil économique du capitalisme qui vend des biens et des services aux classes moyennes salariées et au prolétariat lui-même.

La crise qui avait été déclenchée par un ralentissement des investissements consécutif à la chute du taux de profit a été rapidement amplifiée par la réduction de l'activité du Département II, et dès lors celui-ci a réduit ses commandes au Département I*. Il en résulte une importante augmentation du chômage total ou partiel, qui a combiné ses effets à ceux de la stagnation ou de la réduction des salaires réels pour aggraver le gonflement des stocks puis la chute des ventes en produits de consommation. Face à cette situation, les gouvernements ont été contraints d'intervenir pour stopper la propagation cumulative des mécanismes récessionnistes, en prenant des mesures destinées à assigner un palier à la chute du pouvoir d'achat, alors même que le problème de l'inflation n'était pas résolu : organiser la réanimation de l'économie nationale pour contenir la montée du chômage, interdire aux entreprises les compressions intempestives de personnel et verser des allocations aux salariés privés de leur emploi. Placés

* Département I : Biens de production ; Département II : Biens de consommation (N.D.L.R.).

devant l'alternative de laisser se développer un important chômage qui permettrait de faire pression sur les salariés pour modérer leurs exigences et réduire leur indiscipline, ou laisser monter les salaires et les prix, les États capitalistes ne parviennent pas à effectuer un choix décisif et à s'y tenir fermement. La chute des ventes sur le marché intérieur, qui intervient dès que le pouvoir d'achat de la population salariée est sensiblement entamé, les contraint à relâcher les mesures d'austérité jusqu'au moment où la montée des prix devenant une menace pour les exportations ou la balance des paiements rend nécessaires de nouvelles mesures pour tenter de freiner le gonflement de la masse salariale ou de la réduire.

L'importance qu'ont prise la production des moyens de consommation et l'offre de services dans l'économie des pays avancés, et le rôle prépondérant que joue la consommation de masse de la population salariée de ces pays dans la réalisation de la plus-value, opposent désormais des obstacles structureaux au déploiement d'une politique qui consisterait à chercher une issue aux difficultés de l'accumulation en organisant un blocage ou une régression prolongée des salaires. A supposer même que le capital parvienne à infliger aux travailleurs une série de défaites décisives et à mettre en place des régimes de coercition suffisamment forts pour que les salariés soient obligés de se résigner à subir une stagnation ou une réduction de leur niveau de vie, les économies occidentales se trouveraient de nouveau confrontées au vieux problème de la surproduction.

Les États capitalistes pourraient sans doute entreprendre d'y trouver un remède en développant leurs exportations vers les pays de l'Est et ceux de la périphérie. Mais ces marchés extérieurs ne seraient pas partagés à l'amiable et de manière stable entre les États ou les groupes d'États capitalistes et les firmes multinationales américaines, européennes ou japonaises. Les concurrents rivaliseraient pour améliorer leur capacité compétitive. Il y aurait nécessairement des perdants dans la lutte pour les exportations et ceux-ci devraient tendre tous leurs efforts pour essayer de récupérer leur position perdue.

Mais c'est alors la perspective d'une régression du système impérialiste vers des structures et un mode de fonctionnement qui seraient à peu de chose près ceux de l'époque antérieure à la deuxième guerre mondiale, et plus précisément des années trente et quarante. Le capitalisme serait à nouveau engagé sur une voie qui le conduirait, à travers une série d'offensives contre le prolétariat et le mouvement ouvrier, à établir des régimes qui accompliraient la même fonction que le fascisme, et de nouveau la sous-consommation qui serait imposée aux masses en vue de restaurer le taux de profit contraindrait le système à s'engager dans une nouvelle phase d'expansion externe, génératrice d'intenses compétitions inter-impérialistes et même d'affrontements militaires locaux ou généralisés. « Le redressement durable » — écrit E. Mandel qui évoque la menace « de nouveaux Hitlers dotés d'armes nucléaires » — « requiert pour le capital des remèdes de cheval analogues au fascisme et à la deuxième guerre mondiale. Pour les imposer, il faut écraser la capacité de résistance de la classe ouvrière. » L'avenir du capitalisme se trouve ainsi conçu à l'image de son passé, comme si le système ne développait pas une véritable histoire. La réalité capitaliste ne se serait éloignée du schéma théorique léniniste pendant trois décennies que pour s'en rapprocher et pour coïncider à nouveau avec eux dans ses traits essentiels. Mais cette dynamique régressive ainsi attribuée au capitalisme est entièrement bâtie sur le postulat que le système ne peut surmonter la chute du taux de profit qu'en abaissant les salaires réels. Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le capitalisme ait déjà épuisé tous les autres moyens de contrecarrer la chute du taux de profit, et en particulier l'implantation d'innovations technologiques produisant des effets « labour-saving » et « capital-saving » qui restitueraient, pour un certain temps du moins, au développement du Département I un rôle de moteur de la croissance.

Une politique de réaction sociale systématique, qui rejetterait une grande partie de la population salariée hors de la société de consommation, ruinerait tous les efforts qui ont été faits pour intégrer les travailleurs au système et contenir les luttes sociales dans les limites de conflits institutionnalisés, et conduirait les États capitalistes vers des guerres économiques, se heurte à tant d'obstacles et serait grosse de tant de risques et de développements imprévisibles qu'elle ne peut pas être délibérément choisie par le capital comme moyen central de riposter à la crise. L'abaissement des salaires n'est qu'un des éléments d'une stratégie globale beaucoup plus flexible et diversifiée.

///. — LE RECOURS A L'ARMÉE INDUSTRIELLE DE RESERVE DES PAYS DU TIERS-MONDE

Il en est de même pour les tentatives qui pourraient être faites pour alléger les dépenses en capital variable en puisant de la main-d'œuvre dans l'immense armée industrielle de réserve qui s'est formée dans les pays sous-développés. L'importation de travailleurs immigrés dans les pays avancés a été largement pratiquée dans les années soixante. Dès qu'il est apparu que la réalisation du plein emploi et la puissance des mouvements revendicatifs rendaient aléatoires les succès de la politique des revenus et que la crise du travail a commencé à se manifester, notamment par une réticence des travailleurs nationaux à accepter les postes les plus durs et les besoins les plus rebutantes, les pays capitalistes les plus avancés ont laissé affluer vers leurs grandes régions industrielles une masse grossissante d'immigrés. Mais si cette politique d'utilisation des armées industrielles de réserve extérieures au capitalisme avancé peut servir de correctif partiel et temporaire à la chute du taux de profit, il n'est guère concevable qu'elle soit utilisée de manière de plus en plus systématique et massive.

L'importation d'un prolétariat en provenance des pays sous-développés présente pour les pays capitalistes avancés des avantages évidents, au moins dans une première phase. Les immigrants sont des jeunes adultes, le plus souvent célibataires. Les pays d'accueil peuvent ainsi utiliser une main-d'œuvre dont ils n'ont pas à supporter les coûts de formation puisqu'elle a grandi à l'étranger et ils ne supportent que partiellement les coûts de reproduction de cette force de travail. Dans la mesure où femmes, enfants et vieillards ne rejoignent pas les migrants, le pays d'accueil n'a pas à faire face aux dépenses nécessaires pour scolariser les enfants et assurer les soins médicaux indispensables aux familles. En outre, les immigrés coûtent nettement moins cher que ne le feraient des nationaux en ce qui concerne les dépenses de Sécurité sociale. Les étrangers subissent, en raison des postes de travail qu'ils occupent, une très forte proportion d'accidents du travail : en France, alors qu'ils représentent 17,2 % de la population salariée, ils rentrent pour un tiers parmi les accidentés, soit 2,4 fois plus que les Français. Mais, en raison de leur jeunesse et de leur attitude différente devant la maladie, ils consomment beaucoup moins de produits et de services médicaux que les Français : les assurés portugais et yougoslaves se font rembourser des dépenses de maladie qui seraient en moyenne la moitié de celles des Français. Les immigrés ne commencent à devenir coûteux que lorsque leurs conditions de travail et de vie ont dégradé leur santé. Mais ils approchent alors de l'âge où ils retournent dans leur pays et, une fois vieux et rapatriés, beaucoup ne touchent même pas les retraites pour lesquelles ils ont cotisé : en France, la Sécurité sociale ferait un bénéfice de 1 milliard de francs sur les travailleurs immigrés. N'ayant pas qualité d'électeurs, les immigrés ne peuvent pas, au même titre que les citoyens du pays où ils travaillent, exercer des pressions sur les municipalités et les gouvernements pour bénéficier d'un cadre de vie convenablement aménagé. Si le gouvernement français a entrepris de faire disparaître les bidonvilles qui avaient proliféré dans les années soixante, et de

substituer des foyers publics relativement confortables comparativement à ceux que tenaient les « marchands de sommeil », les travailleurs relogés sont établis dans des cités de transit le plus souvent implantées sur des terrains bon marché et très périphériques, ou bien dans des H.L.M. que leur éloignement des centres urbains et l'insuffisance de leurs équipements font abandonner par les Français. Le reste occupe les appartements délabrés des vieux quartiers ouvriers que la population française a progressivement désertés.

Les divers avantages que l'État et les entreprises peuvent tirer de l'emploi d'une main-d'œuvre immigrée s'amplifient lorsque celle-ci est constituée par des travailleurs qui se trouvent en situation irrégulière vis-à-vis des autorités⁴, soit qu'ils aient franchi illégalement les frontières, soit qu'ils soient demeurés dans le pays d'accueil après l'expiration de leur contrat de travail ou de leur permis de séjour. Les clandestins se trouvent alors contraints d'accepter du « travail au noir » dans les pires conditions : souvent logés par l'employeur au voisinage du chantier dans des hangars, des baraques, ils sont contraints de faire des heures supplémentaires jusqu'à discrétion, d'accepter d'être sous-payés ou même volés par les patrons qui n'hésitent pas, à l'occasion, à ne pas payer toutes les heures de travail effectuées, et n'ayant pas d'existence légale ils ne peuvent pas bénéficier des prestations sociales et familiales. Les mesures — quels que soient les prétextes invoqués — pour contrôler l'immigration sauvage et la contingerer ont pour effet de provoquer l'apparition d'une couche de travailleurs que leur situation illégale contraint à subir une exploitation pratiquement sans limites : elles font seulement tomber une partie des immigrants dans un sous-prolétariat absolument dépouillé de toute espèce de droit.

L'importation d'une force de travail immigrée n'a pas seulement permis de détendre la situation sur le marché du travail, de freiner l'inflation salariale et de retarder la crise du travail qui se manifestait dès les années soixante par des pénuries de main-d'œuvre nationale dans les industries où le travail est particulièrement dangereux, insalubre, pénible ou mal rémunéré. Elle a abouti à la reconstitution, sous la forme de légions étrangères du travail, d'une armée industrielle de réserve que le capitalisme déplace d'un secteur à l'autre beaucoup plus facilement que la main-d'œuvre nationale moins fluide et dont il peut limiter ou élargir l'afflux selon la conjoncture. Au début des années soixante-dix, ces légions englobent 13,8 millions de personnes pour l'ensemble des pays de l'Europe occidentale qui utilisent de la main-d'œuvre étrangère. Les immigrants constituent 16,1 % de la population de la Suisse, 18,4 % de celle du Luxembourg. La France, la R.F.A. et la Grande-Bretagne ont accueilli respectivement 3,776 millions, 3,966 et 3,4 millions d'immigrés, soit 7,3 %, 6,4 % et 6,1 % de leur population.

L'afflux vers l'Europe de cette masse d'immigrés qui n'a cessé de grossir jusques et après 1973, et qui comprend des groupes venus de terres de misère de plus en plus lointaines, a introduit dans la structure sociale de l'Europe un clivage nouveau qui commence à lui donner partiellement les traits d'une société coloniale. Tandis que les travailleurs nationaux qui bénéficient de la prolongation de la scolarité et d'une qualification professionnelle élevée tendent à constituer une large aristocratie du travail qui occupe dans une proportion croissante des postes de cols blancs, de cadres, d'agents de maîtrise ou d'ouvriers professionnels, et qui a le monopole de l'emploi dans les services publics avec tous les avantages qui s'y attachent — notamment la sécurité de l'emploi —, les

⁴ En 1973, quelque 100 000 entreprises françaises — le plus souvent de petites entreprises — emploient des travailleurs clandestins. Cf. B. BRIZAY, « Peut-on se passer des travailleurs étrangers en France ? », *Entreprise*, 948, 1973.

immigrés sont dans une forte proportion des manœuvres et des O.S. En France, 93,6 % des immigrés sont des ouvriers parmi lesquels on décompte 66,8 % de manœuvres et d'O.S. et seulement 26,8 % d'ouvriers qualifiés. Mais une proportion importante de ces ouvriers qualifiés sont des Italiens, des Espagnols et des Portugais ou des immigrés originaires de la C.E.E. Le pourcentage d'ouvriers qualifiés tombe à 23,1 % pour les Tunisiens, 18,3 % pour les Marocains, 15,9 % pour les Algériens et 9,5 % pour les noirs d'Afrique.

Tandis que, d'un côté, les luttes syndicales et politiques du mouvement ouvrier et le souci des dirigeants de la société capitaliste eux-mêmes d'intégrer les travailleurs au système introduisait dans la condition des salariés des transformations qui la rendait toujours plus différente de ce qu'avait été la condition prolétarienne au XIX^e et au début du XX^e siècle, l'immigration déclenchait un processus de sens inverse et faisait réapparaître en plein cœur des pays avancés une force de travail qui se trouve enfermée dans une situation qui, par bien des traits, s'apparente à celle des ouvriers européens d'autrefois.

Formellement, les immigrés ont dans l'entreprise des droits à peu près équivalents à ceux des autres ouvriers. Mais cette égalité n'est pas réelle. Les immigrés sont pour la plupart des paysans déracinés qui ont grandi dans des communautés patriarcales et des pays autoritaires qui leur ont inculqué de fortes doses de résignation et de respect des hiérarchies en place, souvent renforcées par leurs croyances religieuses. Le montagnard rifain ou le paysan anatolien ne deviennent pas du jour au lendemain des prolétaires conscients et revendicatifs. Pour peu que leur employeur ne les offense pas dans leurs particularités culturelles et nationales, ils ont une certaine reconnaissance pour ceux qui leur procurent le moyen de gagner leur vie et ils estiment qu'ils leur doivent un travail bien fait et assidu en échange des salaires qu'ils reçoivent. Beaucoup d'ailleurs ne se considèrent que comme des ouvriers temporaires : ils sont venus en Europe amasser un pécule qui leur permettra au bout de quelques années de retourner au pays et d'y acheter un fond. Ceux-là acceptent volontiers de faire autant d'heures supplémentaires qu'ils le peuvent, économisent volontiers sur le logement, considèrent que cotiser à un syndicat ou même à la Sécurité sociale c'est perdre de l'argent et pensent que grèves et congés ne constituent que des occasions perdues de gagner davantage. Ils sont fiers — comme des paysans qu'ils sont restés — d'être durs au travail et à la peine et insoucieux des petits ennuis de santé. Les ouvriers du pays d'accueil les méprisent du haut de leurs petits privilèges et les considèrent comme des jaunes. Le mépris, du reste, est réciproque : ces ouvriers européens qui ralentissent les cadences, montrent peu de goût pour les postes pénibles et s'absentent sous toutes sortes de prétextes, sont pour beaucoup d'immigrés des fainéants et des mauviettes.

Même si l'expérience vécue de l'exploitation conduit les immigrés à modifier leur attitude envers le travail salarié et à prendre conscience qu'il implique une relation antagonique avec le capital, il leur est plus difficile qu'aux autres travailleurs de s'engager dans des luttes revendicatives. Les immigrés gardent toujours une conscience aiguë de la précarité de leur situation et ils se sentent plus particulièrement exposés à la répression patronale et gouvernementale, craignant de perdre leur emploi ou d'être victimes de mesures d'expulsion. Ces craintes sont d'autant plus fondées qu'il n'est pas rare que des agents de la police de leur pays d'origine soient présents dans les foyers d'immigrés ou au sein de leurs amicales et coopèrent avec les employeurs et les autorités du pays d'accueil pour détecter les meneurs. Toutes ces craintes qui paralysent les actions revendicatives des immigrés se trouvent bien entendu encore renforcées lorsque ceux-ci se trouvent en situation irrégulière, et les employeurs qui embauchent des clandestins que leur fournissent des « marchands d'hommes » ne l'ignorent pas.

Enfin, bien que les syndicats européens ne pratiquent pas officiellement

une politique de discrimination raciale vis-à-vis des immigrés, ceux-ci les considèrent souvent comme des institutions des pays d'accueil qui leur sont étrangères et ils manifestent à leur égard une grande défiance. La plupart sont persuadés que s'ils sont frappés par des mesures répressives en leur qualité d'immigrés ils ne seront pas sérieusement défendus par les syndicats. Le racisme de la plupart des ouvriers européens contribue à enfermer les immigrés dans la conscience de leur particularisme et de la spécificité de leur situation, de sorte que le discours des syndicats sur la solidarité et l'unité de la classe ouvrière leur apparaît souvent comme une tromperie. Le taux de syndicalisation des immigrés est toujours beaucoup plus faible que celui des travailleurs nationaux et il n'est pas stable. Dans les branches industrielles et les entreprises où la concentration d'immigrés est particulièrement forte, on assiste à un dépérissement de l'emprise et de la représentativité des syndicats. Tout se passe comme si, en introduisant une main-d'œuvre immigrée, les États et le capital européens étaient parvenus à reconstituer un prolétariat qui se trouve *de facto* privé des principaux moyens de résister à l'exploitation que les classes ouvrières européennes sont parvenues à se faire reconnaître en quelque cent années de lutte.

Mais cela ne signifie pas que le capitalisme puisse développer très avant un processus qui intégrerait un nombre croissant de travailleurs nationaux dans une classe moyenne de salariés privilégiés qui constitueraient une couche d'appui pour le système social, tandis que se formerait aux étages inférieurs de la société un prolétariat d'étrangers opprimé et exploité à discrétion.

En réalité, les divers avantages que présente l'exploitation d'une force de travail immigrée ont diminué avec les années. Beaucoup de travailleurs qui sont d'abord venus en Europe sans leurs femmes et leurs enfants les font venir lorsqu'ils se sont fait une place dans le pays d'accueil, qui voit alors augmenter ses dépenses pour la scolarisation des enfants, l'accouchement des femmes, les soins de santé qu'il faut accorder aux familles d'immigrés. Dans la région parisienne, en 1970, la population algérienne comprend 29,7 % d'enfants et 10,32 % de femmes qui n'exercent que dans une très faible proportion — soit 13,6 % — une activité professionnelle.

Les immigrés ne restent pas indéfiniment cette force de travail idéale pour l'exploitation capitaliste que fournirait une main-d'œuvre uniquement composée d'adultes en état de travailler. Ils ne restent pas non plus des paysans déracinés qui travaillent durement et assidûment, répugnant à revendiquer. Avec le temps, beaucoup comprennent qu'ils sont irréversiblement devenus des ouvriers. Même lorsqu'ils persistent dans leur méfiance envers les organisations ouvrières du pays d'accueil et continuent à se sentir différents des autres travailleurs et séparés d'eux par leurs particularités nationales et culturelles, beaucoup finissent par surmonter leurs craintes pour participer aux luttes communes qui se déroulent dans leurs entreprises. Il n'est même plus exceptionnel qu'ils créent leurs propres organismes de lutte, indépendamment des syndicats, pour tenter de faire aboutir leurs revendications spécifiques, qu'elles concernent leur situation dans les ateliers, les conditions de logement ou leur condition d'immigrés. Le dépérissement du syndicalisme dans les entreprises où les immigrés sont nombreux ne présente pas que des avantages pour les employeurs. Il peut en résulter le développement d'une situation qui favorise les luttes sauvages et imprévisibles. Le prolétariat immigré ne forme pas pour autant le milieu social où, en raison même de la grandeur de l'oppression et de l'exploitation capitalistes, resurgirait nécessairement le projet révolutionnaire, mais il ne reste pas non plus une masse amorphe acceptant sans aucune réaction de subir le poids principal de l'exploitation capitaliste.

Il est vrai que de fortes disparités de situation existent parmi les travailleurs

étrangers eux-mêmes. D'une façon générale, les immigrés venus des pays d'Europe du Sud — Italiens, Espagnols, et dans une moindre mesure Portugais — bénéficient de meilleures conditions de travail et de logement, et ils accèdent assez souvent à des postes qualifiés. Ce sont surtout les migrants venus du Tiers-Monde qui s'entassent dans les taudis collectifs, les hôtels garnis et les bidonvilles, et les derniers venus, qui sont souvent des clandestins, subissent les pires conditions.

C'est d'ailleurs contre ces travailleurs que s'exerce principalement le racisme latent de la société européenne. En orchestrant convenablement les peurs phantasmatiques que suscite leur présence, il ne serait pas très difficile de faire en sorte que le gros de la population des pays avancés approuve des pratiques de discrimination qui réduiraient encore la participation des immigrés aux avantages sociaux et aggraveraient la précarité de leur situation. Les réserves de main-d'œuvre extérieures dans lesquelles le capitalisme des pays avancés peut prélever de la main-d'œuvre sont inépuisables. Même si l'Occident créait réellement des ghettos peuplés d'Africains et d'Asiatiques qui devraient renoncer à amener avec eux leur famille, seraient refoulés aussitôt que leur santé commencerait à se délabrer et seraient soumis à une surveillance policière rigoureuse, il ne manquerait pas de migrants prêts à quitter les pays de misère et de famine pour venir offrir leur force de travail au capital. Déjà les Pakistanais, les Mauriciens, les Coréens qui pénètrent clandestinement en Europe constituent au-dessous des immigrés légaux un sous-prolétariat entièrement dépossédé de toute espèce de droit et de moyen de se défendre. Il suffirait d'accentuer et d'étendre des inégalités et des discriminations qui existent déjà *de facto* pour que les sociétés européennes entament une évolution qui les apparenterait à ce qu'était la société des colonies de peuplement : liés aux couches dominantes par le sentiment de leur suprématie culturelle et raciale et par leurs privilèges, les salariés d'origine européenne deviendraient, à la manière de petits blancs, solidaires d'un système d'exploitation dont tout le poids reposerait sur un sous-prolétariat allogène. Le projet que le capitalisme allemand et les nazis ne parvinrent pas à réaliser, l'hégémonie d'un peuple des seigneurs unifié par l'exploitation des vaincus, resurgirait ainsi sous de nouvelles formes. A ceci près que l'hégémonie, étant exercée par tous les peuples avancés et non pas par les seuls Allemands, aurait des assises sociales beaucoup plus larges, que les institutions parlementaires et les libertés de la démocratie bourgeoise pourraient subsister au bénéfice des peuples hégémoniques et que le sous-prolétariat serait importé de la périphérie sous-développée, le capitalisme aboutirait à une régression historique analogue à celle dont l'hitlérisme était porteur.

La réalisation complète d'une telle transformation de la société capitaliste présupposerait cependant un certain nombre de conditions dont il n'est pas évident qu'elles soient un jour données. Il ne serait possible de substituer dans les emplois subalternes de l'industrie ou les services des immigrés aux travailleurs nationaux devenus trop exigeants en matière de salaires et d'avantages sociaux, que si les postes de travail que viendraient occuper les étrangers étaient remplacés dans des proportions équivalentes par des emplois faisant accéder les salariés européens aux étages privilégiés ou semi-privilégiés de la société et leur donnaient le standing d'une classe moyenne ou tout au moins d'une aristocratie du travail. Mais la plupart des postes privilégiés sont des postes improductifs ou bien des postes rémunérés à l'aide de salaires qui incluent une part de plus-value. Déjà leur prolifération au niveau de l'État et des administrations privées provoque un énorme gonflement des coûts de fonctionnement du système capitaliste et ils ne peuvent pas être multipliés jusqu'au point où la majorité du prolétariat national y accéderait et bénéficierait des privilèges qui y sont attendus.

Dans une telle perspective, en effet, l'incorporation de couches toujours plus larges du prolétariat national — qui tendrait en fait à disparaître en tant que tel

— à une classe moyenne salariée participant au partage de la plus-value, aurait pour condition et pour contrepartie une exploitation toujours plus lourde du prolétariat allogène. Le capitalisme développerait ainsi l'inverse d'une société intégrée. Il ferait resurgir au-dessous des couches qui constitueraient l'establishment national et ne se trouveraient plus opposées que par des conflits sociaux et politiques secondaires, un prolétariat allogène qui serait reconduit vers une situation analogue à celle des travailleurs du XIX^e siècle et qui camperait comme un ennemi à l'intérieur des nations industrielles. La société présenterait alors dans ses étages moyens la configuration que tend dans tous les pays à lui faire prendre l'action syndicale et politique du mouvement réformiste et, dans ses étages inférieurs, elle aurait les traits d'un système quasi concentrationnaire.

Le capitalisme cependant s'engagerait dans une voie aussi réactionnaire que si toutes les autres solutions se fermaient devant lui. D'abord parce que ce serait là reconstituer de manière massive une classe socialement dangereuse.

Un système qui n'offrirait à la majeure partie de la force de travail d'autres perspectives que de suer indéfiniment de la plus-value pour les catégories dominantes et privilégiées entreprendrait en permanence la production dans un état latent de sécession et recréerait leur seul espoir. Tous les liens par lesquels la classe ouvrière se trouvait quand même rattachée à la nation, à sa culture, et à sa vie politique, se trouveraient rompus et l'affirmation du *Manifeste* deviendrait exacte au pied de la lettre : ces prolétaires transplantés du Tiers-Monde dans les usines occidentales n'auraient effectivement pas de patrie, et en tout cas ce ne serait pas les patries occidentales. L'assujettissement à l'exploitation ne reposerait que sur la contrainte. Sans doute un prolétariat allogène qui serait isolé du reste de la population par les barrières du racisme et divisé par sa propre hétérogénéité culturelle pourrait-il être contraint au silence et à l'acceptation apparente de son sort s'il était suffisamment surveillé, quadrillé, réprimé. Mais un prolétariat asservi de cette manière sommaire et brutale ne serait sans doute pas particulièrement coopératif sur les lieux de la production. On a pu faire exécuter des travaux d'industrialisation primaire par une main-d'œuvre surexploitée et agissant sous la contrainte. Mais les usines occidentales ont atteint un niveau technologique trop élevé pour fonctionner de manière rentable en utilisant un prolétariat qui aurait les mentalités et les comportements d'une population quasi concentrationnaire. Même si toutes les résistances qu'offrent les traditions démocratiques, socialistes et même religieuses à la montée du racisme devaient s'effondrer, c'est le niveau de complexité atteint par l'appareil productif des pays avancés qui leur interdirait de réaliser une évolution vers un type de société qui finirait par créer dans les centres du capitalisme le système sud-africain. Les populations ouvrières concentrées dans des ghettos misérables susceptibles d'exploser périodiquement redeviendraient les classes dangereuses.

IV. — L'exportation des industries vers la périphérie

A défaut d'importer de la périphérie des quantités croissantes de force de travail à bas prix, le capitalisme des pays avancés peut aussi majorer ses profits en rejetant une partie de ses industries, celles qui emploient une forte densité de main-d'œuvre, vers les régions du globe où il peut exploiter sur place l'armée industrielle de réserve qu'a fait grossir le processus du sous-développement. Déjà les deux mouvements se croisent. Tandis que, d'un côté, l'Europe continue, bien que sur des rythmes qui se ralentissent, à faire venir dans ses usines des travailleurs migrants, elle s'oriente, à mesure que les avantages de l'exploitation des immigrés diminuent, et que leur présence multiplie les problèmes et les inquiétudes, vers un transfert d'une partie de ses industries vers les pays périphériques.

A cet égard, les puissances capitalistes de l'Europe et le Japon ne font que suivre avec un décalage de quelques années l'exemple donné par les sociétés multinationales américaines. Au cours des années soixante, celles-ci ont, par le moyen de l'investissement direct à l'extérieur, déplacé du territoire des Etats-Unis vers les pays d'Amérique latine et de l'Asie orientale une partie de plus en plus importante des industries manufacturières des États-Unis. Les produits du textile ou de l'audio-visuel qui sont vendus sur le marché américain ou même exportés vers l'Europe, viennent en quantités croissantes d'usines que le capital américain a implantées au sud du Rio Grande, en Corée du Sud, à Taïwan, aux Philippines, à Singapour, dans les archipels du Pacifique, etc., et qu'il commence à implanter en Afrique. A l'investissement extérieur américain dans les produits primaires et dans les industries de substitution orientées vers le marché intérieur des pays sous-développés, se superpose un investissement qui crée dans les pays du Tiers-Monde des « plates-formes » d'exportation dont les produits sont destinés aux pays avancés.

Les investissements directs du Japon à l'étranger, dont la valeur atteignait seulement 4,23 milliards de dollars en 1971 — contre 5,3 milliards en 1936 —, sont de leur côté en train de se déployer en direction de la périphérie asiatique et de l'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Afrique. En 1975, leur valeur atteint déjà 12,66 milliards de dollars, et ils devraient représenter 215 milliards en 1980. La plus grande partie de ces capitaux japonais sont, il est vrai, investis dans les industries pétrolières et extractives et dans la création d'un réseau commercial qui cherche à recouvrir l'Amérique et l'Europe et doit ouvrir ces marchés aux produits manufacturés japonais. En 1973, le Japon avait investi 2,88 milliards de dollars dans les industries pétrolières et extractives du Tiers-Monde et 3,37 milliards dans les services commerciaux implantés en Europe et en Amérique du Nord, contre seulement 2,93 milliards de dollars dans les industries de transformation. Celles-ci se situent surtout dans la périphérie asiatique et en Amérique latine. La majeure partie des produits fabriqués dans les usines japonaises de Taïwan, Hong-Kong ou de Singapour (produits textiles, vêtements, appareils électriques et électroniques, caméras, etc.) sont exportés non pas vers le Japon mais vers l'Europe et le Tiers-Monde, tandis que les industries japonaises d'Amérique latine ambitionnent de devenir une plateforme à partir de laquelle doit se développer une attaque de grande envergure contre le marché nord-américain.

Le capitalisme allemand qui, après sa défaite de 1945, avait, comme le capitalisme japonais, perdu ses avoirs à l'étranger, a recommencé à investir à l'extérieur, surtout à partir du moment où les réévaluations successives du mark ont affaibli la capacité compétitive des marchandises allemandes. En 1974, les investissements à l'étranger de la R.F.A. atteignent 36,5 milliards de D.M. Les usines allemandes à l'étranger emploient 7,1 % de la main-d'œuvre exploitée par le capital allemand et leur production représente 6,5 % du total de la production manufacturée allemande. Mais seulement 30 % des investissements extérieurs allemands se sont orientés vers les pays sous-développés. Cela représente en 1973 une dizaine de milliards de D.M., dont 70 % sont placés en Amérique latine, 20 % en Asie et 10 % en Afrique. Alors que les investissements de la Grande-Bretagne et des États-Unis dans le Tiers-Monde représentent respectivement 14 % et 7,4 % du P.N.B. de ces deux pays, ceux de l'Allemagne ne représentent encore que 2,5 % de son P.N.B. Le capital allemand qui a pu retarder la hausse du prix de sa force de travail grâce aux réserves intérieures de main-d'œuvre que constituaient les réfugiés de l'Est, puis en important 3 600 000 étrangers, n'a pratiqué la politique de rejet des industries que tardivement et de manière encore limitée. Mais, selon les prévisions du gouvernement de Bonn, cette politique devrait s'amplifier dans les années à venir : en 1985, 600 à 700 000 emplois se trouveraient ainsi transférés hors d'Allemagne.

En 1974, les exportations totales des produits fabriqués du Tiers-Monde

atteignent une valeur de 38 milliards de dollars contre 4 milliards en 1961, et la majeure partie de ces exportations (25,4 milliards de dollars en 1974 contre 2,5 en 1961) prend la direction des pays avancés. Les exportations des produits manufacturés de la périphérie asiatique ont, entre 1967 et 1974, progressé en moyenne de 3,5 % par an, pour atteindre en 1974 une valeur de 11,88 milliards de dollars. Les pays sous-développés sont devenus des concurrents redoutables en ce qui concerne les textiles. Ils produisent, en 1974, 48,5 % des vêtements exportés, et des firmes comme Courtland en Grande-Bretagne, Hoechst en Allemagne, Rhône-Poulenc en France, Montefibre en Italie, sont contraintes à procéder à des licenciements. Entre 1967 et 1974, 100 000 emplois dans les industries du textile et de l'habillement ont disparu en Allemagne. Quel que soit le caractère spectaculaire des progrès que réalisent les pays sous-développés dans la fabrication et l'exportation de produits fabriqués, une nouvelle division internationale du travail, au terme de laquelle les pays avancés auraient rejeté vers la périphérie la majeure partie des industries à forte densité de main-d'œuvre pour ne retenir sur leurs territoires que les activités exigeant de la « matière grise » et du travail hautement qualifié, est encore bien loin d'être réalisée. En 1974, les exportations mondiales de produits fabriqués provenant des pays capitalistes avancés restent plus de 10 fois supérieures à celles du Tiers-Monde.

Les zones sous-développées du globe exercent pourtant une puissante attraction sur les capitaux des pays avancés et les raisons qui pourraient inciter les firmes multinationales à transférer une proportion croissante de leurs usines ne manquent pas.

D'abord, les firmes trouvent dans les pays sous-développés une force de travail qui est à très bas prix. Les salaires des ouvriers des pays africains sont de 6 à 10 fois plus faibles que ceux des travailleurs européens. Le capital anglais et chinois de Hong-Kong a équipé à l'île Maurice un complexe de fabrication de vêtements, employant des ouvriers dont les salaires sont 12 fois inférieurs à ceux des travailleurs qui effectuent en France les tâches correspondantes. Les firmes américaines ont équipé en territoire mexicain, tout près de la frontière, des entreprises employant 50 000 ouvriers dont les salaires sont 6 fois inférieurs à ceux des ouvriers américains. Dans la plupart des pays d'Amérique centrale, les salaires sont de 4 à 8 fois inférieurs à ceux payés aux U.S.A. pour le même travail. Les ouvriers de la Corée du Sud, de Singapour ou de Hong-Kong gagnent 10 à 12 fois moins que ceux des U.S.A.

La plupart des mesures de législation sociale qui, dans les pays occidentaux, ont assigné progressivement des limites à l'exploitation capitaliste du travail, n'existent pas dans les pays sous-développés. Ainsi, la loi à Hong-Kong ne prévoit ni la fixation d'un salaire minimum, ni la limitation de la durée de la journée du travail pour les adultes de plus de 18 ans, ni l'interdiction de faire travailler des enfants dans l'industrie. Il n'existe ni assurances maladie, ni congés de maternité, ni assurance chômage. Sur quelque 619 000 ouvriers industriels recensés en 1973, 36 000 étaient des enfants de 10 à 14 ans, parmi lesquels deux tiers de fillettes. 58 % des ouvriers travaillent 7 jours sur 7 et 52 % font 10 heures de travail par jour; pour certains la durée de la semaine de travail atteint 75 heures. Entre 1960 et 1967, l'élévation de la productivité, beaucoup plus forte que l'augmentation des salaires, a permis d'accroître de 20 à 25 % le taux du profit.

Hong-Kong n'est qu'un exemple de ces paradis de l'exploitation vers lesquels reflue le capital occidental et japonais. Dans la mesure où les entreprises qui s'y établissent travaillent pour l'exportation, le développement du marché intérieur n'est pas indispensable à leur activité, de sorte que les zones d'implantation du capital multinational dans le Tiers-Monde prennent souvent l'aspect d'enclaves plus ou moins vastes comme la région de Singapour, isolées d'un hinterland abandonné au surpeuplement, aux archaïsmes et à la misère. Dans ces enclaves, la présence d'usines, de banques, d'organismes d'exportation, d'une administration, d'un appareil policier et militaire souvent hypertrophié, fait surgir

une société qui, avec ses ouvriers, ses tertiaires, ses travailleurs des services publics, ses permanents syndicaux, ses fonctionnaires, s'apparente aux sociétés occidentales et qui tend à adopter leur genre de vie. En dépit de la lourde exploitation qu'ils subissent et de l'oppression sans merci que font peser sur eux les autorités locales, les ouvriers et les employés qui vivent dans ces enclaves sont des privilégiés par rapport aux foules qui végètent dans l'hinterland. Le capital international ne puise pas seulement là de la force de travail à bon marché. Il y trouve aussi des ouvriers qui acceptent d'interminables journées de travail à la chaîne, sans couler les normes, ne pratiquent ni l'absentéisme ni le turn-over et ne se mettent que rarement en grève, sachant trop que des milliers de sans-travail sont prêts à prendre leur poste. Du reste, les sociétés multinationales paient souvent mieux leurs ouvriers que les employeurs locaux, et ne refusent pas systématiquement d'augmenter les salaires et d'accorder quelques avantages sociaux à leur main-d'œuvre. Moyennant quoi, les enclaves industrielles du Tiers-Monde restent des havres de paix sociale.

La plupart des pays du Tiers-Monde sont en outre, pour la plupart des pays avancés, des paradis fiscaux. Tous les frais d'administration, de défense et d'équipement des territoires coloniaux, qui incombaient autrefois aux métropoles impérialistes, sont maintenant supportés par les nouveaux États indépendants. Les entreprises qui viennent s'établir dans leurs territoires sont certes taxées par les pays d'accueil. Mais il y a une forte disparité entre les pressions fiscales que subissent les pays avancés et celles que subissent les pays sous-développés. Dans le Tiers-Monde, les prélèvements fiscaux sont en moyenne passés de 13,6 % du P.N.B. en 1966 à 15 % en 1971. Mais, dans les pays occidentaux, la fiscalité absorbe de 35 à 40 % et davantage du P.N.B. Les cotisations sociales ne représentaient en 1971 que 0,9 % du P.N.B. du Tiers-Monde, elles atteignaient 8 % de celui des pays avancés. Il faut en outre tenir compte d'une fraude fiscale d'autant plus importante que les jeunes États décolonisés n'ont pas toujours des appareils administratifs d'une compétence suffisante pour contrôler effectivement les comptabilités complexes des firmes multinationales, et que celles-ci ont de puissants moyens pour acheter les silences et les complaisances des fonctionnaires locaux. Enfin, les firmes des pays qui, comme les U.S.A. et le Japon, doivent faire face aux frais élevés que leur occasionnent les mesures législatives visant à contenir ou à faire régresser la pollution, ont trouvé refuge dans les pays du Tiers-Monde dont les gouvernements sont encore très peu soucieux de la dégradation de l'environnement.

Les investissements directs à l'extérieur et les transferts d'industrie du centre vers la périphérie constituent en premier lieu une riposte de grande envergure du capital des pays avancés à la crise de profit. Tous les facteurs qui ont, à des degrés divers, contribué, vers la fin des années soixante, à faire chuter le profit dans les pays avancés (hausse de salaires, crise du travail, croissance des charges sociales et des pressions fiscales, réglementations contre la pollution, etc.) cessent d'opérer ou en tout cas n'opèrent pas avec la même rigueur sur les activités industrielles transférées du centre vers la périphérie. Les transferts d'entreprises hors du territoire national et la répartition des unités de production dans les États les plus divers, politique pratiquée par les firmes multinationales, constituent par ailleurs une arme redoutable contre le mouvement ouvrier des pays avancés. La multinationalisation des firmes donne au capital le moyen de mettre en concurrence les ouvriers du monde entier, et ceux-ci ne sont pas organisés pour pouvoir riposter aux effets de cette concurrence.

Même s'ils sont les employés de la même firme multinationale, des ouvriers américains et européens ne sont pas prêts d'agir de concert avec des ouvriers de Hong-Kong ou des Pakistanais qui sont partis travailler à l'île Maurice. Les syndicats américains et européens ne réclament pas que les travailleurs du Tiers-Monde soient payés aux mêmes tarifs qu'eux. Ce serait le seul moyen

d'empêcher le capital d'utiliser la misère du Tiers-Monde pour faire pression sur les salariés occidentaux; et de leur côté, les travailleurs des pays sous-développés ne revendiquent pas la parité de leurs salaires avec ceux de l'Europe et de l'Afrique. En prenant des dimensions multinationales, le capitalisme s'est donné les moyens d'opposer au prolétariat une stratégie mondiale à laquelle le prolétariat divisé par ses propres différences nationales et ethniques n'est pas en mesure d'opposer une contre-stratégie globale.

Les transferts d'industries vers les zones de bas salaires et de faibles pressions fiscales n'offrent pas seulement un moyen d'affaiblir des capacités revendicatives des travailleurs occidentaux, ou même de casser leur combativité dans les régions où les tensions sociales sous toutes leurs formes atteignent un point insupportable pour le capital. Ils deviennent aussi de plus en plus clairement un moyen qu'utilisent les puissances capitalistes, et les firmes multinationales qui leur sont liées, pour essayer de percer sur les marchés des puissances concurrentes. Les pays qui investissent dans le Tiers-Monde ne le font plus seulement en vue de se procurer à meilleur marché les produits primaires dont a besoin leur économie, ou de faire fabriquer hors de leurs frontières à des coûts inférieurs des produits destinés à leur propre marché. La géographie de l'investissement dans les pays sous-développés, qui faisait apparaître chaque continent de la périphérie plus particulièrement pénétré par les capitaux de tel État ou de tel groupe d'États impérialistes, est en train de s'effacer. De même que le Japon et les États européens investissent en Amérique latine en vue de s'ouvrir le marché de l'Amérique du Nord, les États-Unis et les pays européens investissent en Extrême-Orient dans le but d'exporter vers le Japon les produits de leurs usines établies en Asie. L'Afrique, dont la politique néo-colonialiste a essayé dans les années qui ont suivi l'accession à l'indépendance de faire un domaine réservé aux investissements des anciennes métropoles, est aujourd'hui pénétrée par les capitaux américains qui cherchent à y établir des plates-formes d'exportations en vue de faire accéder plus largement leurs produits sur les marchés européens. Des compétitions de ce type existent même entre les États membres de la C.E.E. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple, les firmes allemandes qui produisent des vêtements cherchent à envahir le marché français avec des produits à bas prix fabriqués en outre-mer. La moitié des pantalons et des chemises vendus en France auraient déjà échappé aux industriels français.

Les raisons qui poussent le capital à transférer ses usines vers les pays sous-développés sont en réalité si fortes et les avantages qu'il trouve à ces transferts si importants qu'on est tenté de se demander si les décennies à venir ne vont pas être dominées par une émigration de plus en plus importante de l'industrie hors des pays avancés, jusqu'au point où ceux-ci deviendraient effectivement des sociétés « post-industrielles ». Après tout, pourquoi le capital s'obstinerait-il à faire fonctionner des usines en Europe et en Amérique alors qu'il doit supporter des charges fiscales qui sont au moins deux fois plus lourdes que dans les pays sous-développés et que les salaires et les cotisations sociales sont jusqu'à dix fois plus élevés que dans la plupart des pays de la périphérie?

Pourtant, il n'est guère possible de croire que le rejet des industries traditionnelles vers le Tiers-Monde, dans les décennies à venir, va s'amplifier jusqu'au point de devenir massif et systématique. Un tel bouleversement de la géographie du capitalisme ferait surgir, à mesure qu'il s'opérerait, des contre-tendances qui auraient vraisemblablement pour effet de le ralentir et de le bloquer avant qu'il parvienne à sa complète réalisation.

Si la majeure partie des industries extractives, métallurgiques, mécaniques, chimiques, ainsi que celles qui produisent des biens de consommation semi-durables, étaient transférées hors des pays avancés, ceux-ci se trouveraient vidés de leur substance industrielle et, en même temps, de la plus grande partie de leur force de travail productive. La population salariée des pays avancés ne

comprendrait plus que les travailleurs des secteurs qui, par nature, ne peuvent pas être transférés, comme le bâtiment et les travaux publics, les transports, le commerce, ceux qui seraient employés dans la recherche scientifique et technologique, dans les industries de pointe exigeant une main-d'œuvre hautement qualifiée. Il s'y ajouterait un grand nombre d'employés qui travailleraient dans les banques, les sociétés d'assurance, la publicité, les organismes d'import-export et les bureaux qui auraient pour tâche d'intégrer dans ses divers aspects la gestion d'unités de production que les firmes multinationales auraient dispersées sur la moitié de la terre, et enfin, les fonctionnaires et les salariés occupés à fournir la vaste gamme de services que consomment les populations de l'Occident.

Dans une telle perspective, les pays du centre deviendraient le lieu de convergence et de consommation de la majeure partie de la plus-value produite par le prolétariat industriel de la périphérie, et une partie croissante et finalement prépondérante de la population active des pays avancés deviendrait improductive et parasitaire. Il en serait ainsi même en supposant que les postes de travail supprimés par les rejets d'industries puissent être remplacés par un nombre équivalent d'emplois dans d'autres branches d'activité, ce qui est une hypothèse très optimiste. Les ouvriers ne se transforment pas du jour au lendemain en employés de bureaux et en producteurs de services et le passage des sociétés industrielles vers une société post-industrielle serait inévitablement jalonné par une succession de poussées de chômage qui occasionneraient des tensions sociales dangereuses et poseraient des problèmes de recyclage de la force de travail dont la solution exigerait d'importantes dépenses. Mais même si, après une période critique de réadaptation, les pays occidentaux parvenaient à reconverter au moins les couches jeunes de leur population salariée pour les rendre aptes aux tâches qui s'offriraient dans une société qui aurait évacué la plupart de ses industries, il paraît difficile de supposer que le plein emploi puisse être maintenu.

Les secteurs qui emploieraient encore du travail productif — la recherche scientifique et technologique et les industries de pointe — perdraient en effet une grande partie de leurs dynamismes. Dans la mesure où les industries auraient émigré vers les zones où surabonde le travail à bas prix, les recherches faites en vue de mettre au point une technologie avancée permettant de substituer du capital au travail, perdraient en grande partie leur raison d'être. Déjà, certaines des industries qui sont transférées vers le Tiers-Monde fonctionnent en utilisant de l'outillage considéré comme périmé dans les pays avancés, et parfois même de l'outillage de seconde main. Ce phénomène n'est pas général et les compétitions qui continueraient à opposer les firmes multinationales sur le marché mondial resteraient un facteur de modernisation technologique dans les industries transférées. Un rejet systématique des activités industrielles vers les pays du Tiers-Monde ne suffirait sans doute pas à casser les ressorts du progrès technologique. Mais il les affaiblirait et ralentirait son rythme au moins pendant la période où s'opéreraient ces transferts, et ce n'est certainement pas une extension des activités de recherche et des industries de pointe qui permettrait de résorber le sous-emploi qui menacerait les pays avancés.

Resteraient les autres postes de travail, et d'abord ceux que pourraient offrir l'État ou les collectivités locales. La sécurité, le bien-être, la santé de la population, l'amélioration de la qualité de la vie et de son cadre, la diffusion de la culture, l'organisation des loisirs, etc., pourraient à coup sûr fournir l'occasion d'une vaste extension et d'une large diversification des services publics. On a vu récemment le gouvernement des grandes villes du Canada entreprendre de résorber le chômage des jeunes en finançant divers organismes sociaux et culturels dont la création est laissée à leur initiative. Mais l'extension du rôle protecteur et bienfaiteur de l'État présuppose l'augmentation corrélative de ses ressources. Or, il est évident que celles-ci seraient amenées à diminuer à partir du

moment où les industries seraient rejetées. Les gouvernements ne perçoivent pas de taxes sur les industries qui fonctionnent hors du territoire national. Lorsqu'une firme américaine transfère ses activités au Brésil, c'est le gouvernement brésilien, et non plus celui des États-Unis, qui la taxe sur ses profits. De même, les impôts indirects perçus sur la consommation des ouvriers et des cadres de la filiale brésilienne d'une firme américaine entrent dans les revenus de l'État brésilien et non pas du gouvernement des États-Unis. Ces pertes ne sont pas minces. Entre 1958 et 1973, par suite des transferts d'activités hors du territoire des États-Unis, la part des corporations dans les revenus du fisc américain est tombée de 25,2 % à 15 %, et les classes moyennes ont dû, en conséquence, supporter une pression fiscale de plus en plus lourde. Dans la perspective d'un transfert de plus en plus important de leurs activités industrielles hors du territoire, les pays avancés aboutiraient à une grave crise fiscale : l'espoir qu'une importante expansion des emplois publics pourrait être un moyen de résorber le chômage est illusoire.

Ce sont donc les bureaux des divers organismes du capitalisme industriel, commercial et financier qui devraient absorber la majeure partie de la force de travail des pays avancés. La ville capitaliste achèverait de devenir un univers de buildings où irait travailler tout un peuple d'employés, tandis que les banlieues et les ceintures industrielles seraient en voie de disparition. Depuis le début du XX^e siècle, le développement du capitalisme s'est accompagné d'un accroissement beaucoup plus rapide du travail de bureau que du travail d'atelier. Le nombre des cols bleus s'est accru de 4 % par an entre 1900 et 1950 aux U.S.A., puis, entre 1950 et 1970, il n'a plus augmenté que de 0,2 % par an. Le nombre des employés de bureau a en revanche augmenté de plus de 9 % par an entre 1900 et 1950, puis d'un peu plus de 10 % par an entre 1950 et 1970. Le rythme d'accroissement des postes de travail dans les bureaux ne s'est donc pas sensiblement accéléré. L'hypothèse d'une expansion du travail de bureau suffisante pour absorber le surcroît de main-d'œuvre, qui apparaîtrait dans le cas où le rejet des industries vers la périphérie provoquerait une régression absolue de la classe ouvrière, paraît insoutenable. Dans une telle situation, on assisterait inévitablement à une concurrence forcée sur le marché du travail des pays avancés et les salaires des « cols blancs », sauf pour les postes hautement qualifiés, auraient irrésistiblement tendance à s'effondrer. On verrait alors s'accroître à l'extrême une tendance qui s'est fait jour aux U.S.A. dans le courant des années soixante lorsque l'intensification des progrès technologiques accomplis depuis la guerre et l'ampleur prise par l'investissement extérieur du capital américain ont commencé à ralentir l'augmentation du nombre d'emplois. La « révolution des revenus » qui, depuis le New Deal, tendait à égaliser progressivement la répartition de la richesse nationale, s'est arrêtée et a fait place à une contre-révolution des revenus, qui a aggravé les inégalités parmi les salariés. Si elle devait s'accroître, cette politique de rejet des industries entraînerait, à n'en pas douter, une stagnation puis un abaissement des salaires d'une proportion croissante de la population.

Mais ce processus entraînerait à son tour un ralentissement de la progression de l'emploi dans les services qui sont achetés par la population et qui entrent dans sa consommation croissante. Le nombre des travailleurs qui offrent ce type de services est passé aux U.S.A. de 1 million en 1900 à 9 millions en 1970. L'extraordinaire prolifération de ce secteur est en grande partie le résultat de l'urbanisation de la population et des transformations que l'expansion du travail salarié a introduites dans les fonctions de la famille, qui n'est plus qu'une unité de consommation : les services que la famille du XIX^e siècle accomplissait par elle-même et pour elle-même sont devenus des marchandises achetées à l'extérieur. Mais l'importance des services consommés par les familles dépend du niveau de vie de la population, et varie suivant les catégories sociales. Les couches aux revenus élevés en consomment proportionnellement bien davantage que les travailleurs. La consommation des services, comme celle des autres

marchandises, a pris au cours de la période d'expansion le caractère d'une consommation de masse. C'est cette évolution qui se trouverait remise en question à mesure que l'apparition d'un excédent de main-d'œuvre provoquerait une régression du pouvoir d'achat d'une partie croissante de la population salariée.

S'il s'amplifiait et se systématisait, le rejet des industries produirait une déstructuration de l'emploi qui se répandrait de la classe ouvrière proprement dite vers une partie des activités de service et ferait réapparaître une armée de réserve du travail dont le développement aurait pour effet un affaissement des revenus salariaux d'une grande partie de la population. La société post-industrielle serait une société en voie d'appauvrissement, au moins au niveau de ses strates sociales inférieures et moyennes.

On peut objecter à cela que le mécanisme des rapatriements des profits opérerait pour produire des effets de sens inverse. Le transfert des industries vers les zones de bas salaires et de faible pression fiscale majore le taux de profit que réalise le capital et ces profits accrus reprennent le chemin des pays d'origine des firmes exportatrices d'investissements. Pour autant qu'ils iraient en augmentant, ces « surprofits » pourraient être en partie utilisés pour surpayer les salariés des pays avancés ou taxés par l'État pour alimenter les fonds qui serviraient à couvrir les frais de reconversion de la force de travail, à financer la création d'emplois publics destinés à limiter le sous-emploi, ou même à financer des allocations de chômage. Dans cette perspective, un nombre important de salariés des pays avancés vivraient de revenus qui auraient pour origine une partie de la plus-value extraite du prolétariat extérieur et deviendraient les co-participants de l'exploitation impérialiste. Lénine estimait que les privilèges de l'aristocratie du travail étaient constitués par des « miettes » de l'exploitation impérialiste.

Dans la société capitaliste contemporaine, la plupart des salariés appartenant aux classes moyennes touchent des revenus dans lesquels se trouve incluse une fraction de plus-value redistribuée sous la forme salariale. Cette redistribution d'une partie de la plus-value ou des surprofits impérialistes existe déjà. Elle s'inscrit dans une stratégie de stabilisation de la société et a pour objectif et pour effet d'interposer entre le prolétariat et les sommets de la hiérarchie sociale tout un étage de couches moyennes privilégiées qui servent d'appui à l'hégémonie du capital. Si la politique des rejets des industries se développait jusqu'au point où elle ferait apparaître dans les pays avancés un important excédent de force de travail, provoquant un affaissement général des salaires, de puissantes pressions s'exerceraient pour que ce processus soit compensé par une amplification de la redistribution de la plus-value qui serait nécessaire pour que, en Europe et en Amérique, des sociétés appauvries et troublées par d'incessants conflits sociaux ne succèdent aux « sociétés intégrées ». Les pays avancés deviendraient alors le centre d'activités improductives, où une importante partie sinon la majorité de la population serait liée au capital par des privilèges qui la feraient participer à l'exploitation du prolétariat extérieur.

La situation limite — la transformation des métropoles impérialistes en États rentiers vivant des surprofits prélevés dans leurs chasses gardées coloniales et semi-coloniales —, que Hobson et Lénine considéraient comme un des avènements possibles de l'impérialisme, deviendrait ainsi une réalité.

On peut toutefois remarquer que la réalisation de l'hypothèse de Hobson et de Lénine présuppose un certain nombre de conditions dont il n'est pas évident qu'elles puissent exister et perdurer dans l'univers du XX^e siècle.

Scrutant les directions dans lesquelles pourrait éventuellement évoluer le système impérialiste, Lénine empruntait à Hobson l'idée que les métropoles impérialistes, et notamment l'Angleterre, avaient tendance à devenir des « États rentiers » qui abandonneraient les activités productives pour vivre de surprofits prélevés dans « leurs chasses gardées coloniales et semi-coloniales ».

Mais, depuis Hobson et Lénine, les pays avancés et les relations qu'ils

entretiennent avec les périphéries ont beaucoup changé, et la plupart de ces transformations rendent de plus en plus improbable la réalisation de la situation limite au terme de laquelle les pays du centre deviendraient le lieu de convergence d'une plus-value presque entièrement extraite hors de leurs frontières.

Pour le capital lui-même, le transfert de l'industrie vers les zones de bas salaires et de faible pression fiscale n'a de sens que pour autant qu'il peut aussi majorer ses profits et abaisser les coûts de la production de manière à améliorer les capacités concurrentielles de ses marchandises. Mais ces avantages n'existent que dans la mesure où les transferts d'industrie sont limités à quelques secteurs et ne provoquent qu'une déstructuration relativement peu importante de l'emploi dans les pays avancés. Mais, si le processus s'amplifiait, il produirait des effets qualitativement différents. A mesure que la proportion des travailleurs productifs diminuerait, et que corrélativement celle des chômeurs et des salariés improductifs augmenterait, le prix à payer pour empêcher un appauvrissement et une déstabilisation des sociétés avancées deviendrait exorbitant. Ce ne sont pas quelques miettes de ses profits que le capital devrait abandonner à une « aristocratie ouvrière embourgeoisée ». C'est une part énorme de la plus-value extraite des périphéries qui devrait être redistribuée à la population des pays avancés, soit directement sous la forme de salaires surélevés, soit indirectement sous la forme d'impôts, de cotisations que l'État utiliserait pour financer l'extension d'emplois publics destinés à réduire le chômage.

Or, tandis que le montant des charges qui pèserait sur les profits à leur arrivée dans les pays avancés irait en s'alourdissant, l'amplification des rejets d'industrie créerait aussi les conditions qui permettraient aux États exerçant leur souveraineté sur les territoires vers lesquels convergeraient les activités productives, de retenir une part croissante des profits réalisés par les firmes étrangères. Dans l'hypothèse d'Hobson et de Lénine, les pays coloniaux et semi-coloniaux étaient assujettis à une exploitation impérialiste à peu près discrétionnaire. Les métropoles fixaient le montant du « tribut » que devaient payer les pays vassalisés et ceux-ci n'étaient pas en mesure de se soustraire aux diktats des impérialismes, à moins de s'engager dans des rébellions qui étaient impitoyablement réprimées. En cas de besoin, les flottes de guerre jouaient le « rôle d'huissier ». Sans doute, Lénine avait-il mieux que quiconque aperçu que la domination étrangère, en bouleversant les structures sociales des pays assujettis, y ferait naître des classes — la bourgeoisie, le prolétariat, la paysannerie appauvrie — qui, en Asie notamment, pourraient entreprendre des luttes révolutionnaires beaucoup plus dangereuses pour l'impérialisme que ne l'avaient été les résistances que les sociétés archaïques avaient opposées aux conquérants étrangers. Mais, lorsqu'en 1916 Lénine rédigeait son étude sur l'impérialisme, la révolte de l'Asie et des continents colonisés étaient encore à venir.

Aujourd'hui, la décolonisation est terminée et des États souverains et jaloux de leur souveraineté se sont partout établis. La plupart d'entre eux cherchent à créer des appareils administratifs compétents et efficaces et un nombre croissant d'entre eux y parviennent peu à peu. Longtemps, les firmes étrangères qui s'établissaient dans les pays de la périphérie ne trouvaient en face d'elles que des fonctionnaires indolents et corrompus et, de toute manière, incapables, faute d'avoir reçu une formation suffisante, de contrôler effectivement les opérations complexes auxquelles se livrent les firmes multinationales. Mais cette situation change peu à peu, à mesure que des étudiants formés dans les universités des pays avancés prennent la relève des générations plus anciennes.

Vers 1965, les gouvernements latino-américains ne connaissaient le montant des investissements étrangers sur leur territoire qu'à travers les statistiques du département du commerce à Washington. Les pays du Marché commun andin ont acquis depuis leurs propres appareils de statistiques pour mesurer les flux du capital étranger et analyser leurs effets, et ils peuvent exercer un contrôle de plus

en plus serré sur les opérations des firmes multinationales. Cette diffusion du « know-how » administratif et financier est encore très inégale d'un pays du Tiers-Monde à l'autre. Mais elle a tendance à se généraliser.

Maintenant, les États du Tiers-Monde deviennent, d'année en année, plus aptes à détecter les pratiques illégales des grandes corporations et il est de moins en moins exceptionnel que celles-ci se trouvent contraintes de renoncer à majorer leurs profits de manière illicite.

Car ce ne sont plus seulement les régimes qui se qualifient de progressistes ou même de socialistes qui ont entrepris de s'attaquer aux positions du capital étranger. Même les gouvernements les plus conservateurs, qui ont parfois brisé par la terreur la « subversion intérieure », multiplient à leur tour les mesures visant à limiter les profits du capital étranger. A la différence des précédents, ces régimes ne nationalisent pas les installations du capital étranger, et parfois même lui restituent, comme en Bolivie ou au Chili, des entreprises qui avaient été nationalisées. Mais, si les investissements étrangers sont acceptés et même sollicités, ils doivent souvent se plier à des mesures d'encadrement qui les orientent vers les branches d'activité nécessaires au développement de l'économie du pays d'accueil, réinvestir sur place une proportion fixée à l'avance de leurs profits et en abandonner une fraction croissante aux gouvernements et aux classes dirigeantes locales. Entre 1970 et 1974, on ne compte pas moins de 37 pays du Tiers-Monde qui ont pris des mesures de cette sorte. Même les dictatures policières les plus brutales se trouvent aujourd'hui conduites à tenter d'imposer au capital multinational un repartage de la plus-value qui leur soit plus favorable et leur permette d'organiser un développement économique qui, même limité à quelques régions, fait surgir un prolétariat relativement privilégié par rapport aux sans-emploi, et surtout des classes moyennes de type moderne qui servent de couche d'appui à ces régimes.

Or, l'évolution des pays avancés favorise désormais le succès des tentatives que font les pays sous-développés pour retenir une proportion croissante de la plus-value que le capital étranger vient extraire sur leurs territoires. Longtemps, les capitaux américains furent à peu près seuls à rechercher une force de travail à bon marché en dehors du territoire national, dans les pays qui désiraient attirer les investissements étrangers, et pour cela devaient accepter les conditions draconiennes des firmes américaines. Lorsque les Soviétiques puis les Chinois commencèrent à leur tour, pour des raisons politico-stratégiques, à offrir des capitaux aux pays qui cherchaient à se développer, le quasi-monopole des Américains se trouva remis en question et les investisseurs U.S. furent souvent contraints d'assouplir leurs exigences.

Or, depuis le début des années 1970, aux antagonismes entre l'Est et l'Ouest et aux rivalités sino-soviétiques se superpose la concurrence entre les États capitalistes eux-mêmes. Les multinationales américaines ne sont plus les seules à rechercher de la main-d'œuvre à bas prix dans les pays de la périphérie : le Japon, l'Allemagne et, secondairement, les autres États européens s'engagent dans la même voie. Les pays du Tiers-Monde découvrent qu'ils peuvent mettre en compétition les États avancés pour négocier avec eux des accords plus avantageux, aussi bien en ce qui concerne les achats de technologie et de « know-how » que les conditions faites aux investisseurs étrangers.

Depuis la publication *d'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, les rapports entre le centre et la périphérie se sont radicalement transformés : alors que les impérialismes étaient en mesure d'imposer à leurs dépendances coloniales et semi-coloniales une exploitation sans frein, les pays avancés se trouvent aujourd'hui en face d'États souverains avec lesquels ils doivent négocier dans des conditions telles que ceux-ci se trouvent de plus en plus en situation de défendre et de faire prévaloir leurs intérêts propres.

Or, les possibilités pour les États périphériques de retenir une proportion croissante de la plus-value extraite sur leur territoire ne pourrait que s'amplifier encore si la politique de rejet des industries se systématisait. Les pays du centre et les multinationales ayant leur base dans ces pays deviendraient de plus en plus dépendants des gouvernements des États où seraient fabriquées les marchandises et extraite la plus-value. Les unités de production établies dans les pays de la périphérie deviendraient, en cas de contestation, des otages aux mains des gouvernements des pays du Tiers-Monde, qui pourraient ainsi exercer des pressions pour imposer des révisions successives d'accords qui diminueraient les profits des multinationales et les flux de la plus-value retournant dans les pays avancés. Les pays occidentaux et le Japon se trouveraient alors piégés, comme ils l'ont été à propos du prix du pétrole.

Sans doute, les nations de la périphérie se trouvent à des degrés divers de développement et ces inégalités persisteront. La nécessité de s'engager dans une politique de redistribution de la plus-value est pour chacune d'elles plus ou moins impérieuse. Celles qui subissent de fortes pressions démographiques et où la dislocation des structures agraires traditionnelles ferait grossir dangereusement la masse des sans-emploi, se trouveraient inévitablement entraînées à élargir leur part de plus-value pour l'utiliser aux fins de leur propre développement et prévenir la menace d'une déstabilisation interne. Celles, en revanche, où la majorité de la population continue à vivre dans le cadre des structures tribales ou des communautés traditionnelles, et dont les conditions d'existence et les mentalités ont à peine changé, ne se trouveraient pas aussi impérieusement portées à s'attaquer aux positions du capital étranger. À côté d'États qui se sont engagés dans une politique d'industrialisation et qui se trouvent par là poussés à élargir par tous les moyens à leur disposition la plus-value nécessaire au développement de leur accumulation, le Tiers-Monde comprend un grand nombre de pays où sont en quelque sorte conservées les conditions de la domination impérialiste traditionnelle.

Cette situation ne s'effacerait pas d'un seul coup et les pays du centre pourraient sans doute jouer des disparités de situation qui subsisteraient entre les États du Tiers-Monde, pour préserver ici des positions devenues ailleurs intenable. Les problèmes qui se sont posés à propos du prix du pétrole montrent cependant les limites de résistance que les pays avancés peuvent opposer aux revendications des États du Tiers-Monde à la faveur de leurs divisions. En s'appuyant sur l'Arabie Saoudite et les émirats contre les autres États de l'O.P.E.P., les pays impérialistes ont pu limiter les hausses du prix du pétrole. Ils ne sont pas parvenus à les empêcher. Les succès remportés par l'O.P.E.P. ont inspiré la formation de cartels de pays producteurs de cuivre, d'étain, de bauxite, de caoutchouc, de café, etc., qui ont essayé à leur tour de majorer les profits qu'ils tirent de leurs exportations de produits primaires. Ces nouveaux cartels n'ont pas réussi à imposer leurs conditions aux pays industriels et les prix des produits primaires sont rapidement retombés aussitôt que la crise de 1974-1975 a atteint les économies du centre. La formation de l'O.P.E.P. et des autres cartels d'exportation de produits primaires, manifeste cependant l'apparition parmi les États du Tiers-Monde d'une tendance générale à s'organiser pour élargir leur part de plus-value chaque fois que les circonstances le permettent.

Mais, même si tous les États du Tiers-Monde ne se placent pas tout en même temps aux premières lignes de la lutte qui s'est engagée pour la redistribution de la plus-value, aucun n'a négligé de participer aux avantages acquis, chaque fois que les pays du centre se sont vus contraints à faire des concessions. La remise en question de l'hégémonie absolue des pays du centre sur ceux de la périphérie tend à se répandre comme par un effet de dominos, et l'impérialisme parvient tout au plus à ralentir le processus et à y imprimer des coups d'arrêt. La docilité des États vassaux devient aléatoire dès que la position de force des États suzerains paraît s'affaiblir.

Dans l'hypothèse d'une politique de rejet des industries qui se développerait jusqu'au point où la plupart des activités productives se trouveraient localisées dans les États périphériques, il serait de plus en plus difficile de les empêcher de se soustraire à l'obligation de payer un tribut aux États avancés. Les firmes multinationales des pays avancés ne conserveraient que des titres de propriété sur le capital industriel qu'elles auraient installé dans les pays de la périphérie. Les couches dominantes de ces pays disposeraient de tous les moyens de coercition attachés à la puissance publique. Sans doute, les multinationales menacées dans leurs intérêts pourraient faire appel à l'intervention de leurs États métropolitains pour qu'ils prennent des mesures de rétorsion. Mais la gamme des mesures de rétorsion utilisables par les États du centre se trouverait d'autant plus rétrécie que la politique de rejet des industries serait plus avancée. Au-delà d'un certain degré de dépendance pour leurs approvisionnements en produits fabriqués, les États du centre ne pourraient que très difficilement opposer aux pays producteurs des mesures de boycott de leurs exportations. Le boycott ne serait opérant que si tous les pays du centre se coalisaient pour l'appliquer et à condition que d'autres États de la périphérie ne se chargent pas de faire circuler les marchandises de l'État ou du groupe d'États auquel serait appliqué le boycott. À supposer que les conditions d'un boycott effectif soient réunies (ce qui est déjà très problématique), celui-ci ne serait une arme utilisable que contre les États ne fournissant qu'une faible proportion de la production industrielle. Dans le cas contraire, il aboutirait à l'apparition de pénuries et de hausses de prix dont les pays avancés seraient les premières victimes. Au demeurant, une politique de boycott des marchandises en provenance de pays périphériques entrés en rébellion contre l'hégémonie du centre ne frapperait pas que les gouvernements de ces pays : les filiales des multinationales établies dans ces pays seraient elles-mêmes atteintes puisqu'elles perdraient leurs marchés.

Quant aux possibilités d'intervention politico-militaire, organisées par les gouvernements du centre contre ceux de la périphérie, elles sont devenues de plus en plus aléatoires. Sauf dans quelques États d'Afrique noire, le temps des armées d'opérette est fini. Le temps n'est plus où le gouvernement britannique était assuré qu'il lui était à chaque instant possible d'envoyer avec succès ses flottes jouer le rôle d'huissier auprès des débiteurs récalcitrants du capital anglais. En même temps qu'ils modernisent leur appareil administratif, les pays de la périphérie équiper des forces armées et les dotent souvent d'un matériel ultra-moderne. La plupart de ces armées ont été créées avec l'aide des puissances impérialistes qui, à partir des années 1950 et 1960, ont fourni des crédits, des instructeurs, des techniciens et des armes. Ils s'agissait alors de combler rapidement le vide créé par le départ des troupes coloniales et de créer ou de renforcer des forces autochtones capables de faire face à la « subversion intérieure » qu'on supposait alors menaçante, par exemple en Amérique latine, de renforcer le potentiel d'autodéfense des pays situés à la lisière du monde communiste en Asie, ou encore de renforcer les États qui s'opposaient aux entreprises de pays liés à l'U.R.S.S., comme l'Égypte nassérienne. Sans doute, les appareils militaires des États périphériques ne sont pas tous en mesure d'utiliser de manière opérationnelle les armements complexes dont ils disposent, et la plupart d'entre eux ne seraient pas capables de faire face à une intervention occidentale. Mais le veto que l'Amérique oppose à la diffusion des armements nucléaires montre assez que le super-impérialisme commence à s'inquiéter de la puissance grandissante de ses vassaux.

En fait, les pays capitalistes avancés ne peuvent envisager de pratiquer massivement l'exportation de leurs industries vers le Tiers-Monde sans risquer de devenir les otages des États dans lesquels ils investiraient. On verrait alors se dessiner une nouvelle géopolitique refaçonant entièrement la configuration du système capitaliste. Il est peu probable que la crise actuelle du capitalisme le conduise vers des situations aussi extrêmes et aussi dangereuses pour l'avenir des

centres de la domination impérialiste.

Vraisemblablement, le capitalisme va chercher à combiner les diverses ripostes qu'il peut opposer à la chute du taux de profit, plutôt que de se lancer à fond dans des politiques aux conséquences au demeurant réactionnaires de réduction massive du capital variable par la baisse des salaires et d'organisation du chômage dans les pays avancés, et qui, à terme, mèneraient le système à l'impasse et sans doute à la régression historique. L'utilisation conjointe et combinée des politiques inflationnistes, de stagnation et de baisse du niveau de vie, d'appel à la main-d'œuvre immigrée et d'exportation de certaines industries, se réalise dans les faits depuis 1974 et contribue certainement au rétablissement partiel du taux de profit. Mais de telles politiques risquent d'être très conjoncturelles. Pour exploiter les innovations technologiques que le système a mises en réserve et implanter les nouveaux ensembles productifs fondés sur une technologie de pointe à haute productivité, il faut réaliser un bond en avant dans les techniques mêmes de l'organisation du travail, c'est-à-dire généraliser l'automatisation dans les usines et les bureaux*.

Pierre SOUYRI

NOTE

* Ici s'achève le dernier chapitre de *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle*. Nous avons néanmoins retrouvé dans le manuscrit laissé par l'auteur, un texte inachevé sur l'automatisation qui constituait à n'en pas douter le chapitre ultime de ce livre.

Il s'agit d'un texte de caractère théorique sur l'avenir du système capitaliste. Pour l'auteur, la généralisation de l'automatisation, seule réplique que le système pouvait offrir à la crise actuelle dans le long terme, introduisait dans le processus productif un élément qualitativement nouveau : le remplacement du travail vivant par le travail mort, élément qui réalisait la tendance par laquelle « le capital travaille à sa propre dissolution comme force dominante de la production ». L'automatisation généralisée, stade ultime du capitalisme, était le moment où le capitalisme devenait impossible.

Cette *annexe* figure dans l'ouvrage publié aux éditions Payot.